



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



LA LETTRE DE LA DAJ

Numéro 372 - 25 janvier 2024



ÉDITO



Mélanie Joder, directrice du Budget

Les lois de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 et de finances pour 2024, par Mélanie Joder, directrice du Budget.

[Lire la suite](#)



Institutions

Rapport de la Cour des comptes sur les moyens du Service d'information du Gouvernement

Dans son rapport, la Cour des comptes montre que les missions du Service d'information du Gouvernement (SIG) sont ambitieuses mais parfois difficiles à assurer. Ce faisant, des leviers d'action doivent être renforcés notamment en termes d'organisation et de moyens. Par ailleurs, le SIG doit veiller à mieux maîtriser les risques inhérents à son recours important à l'externalisation.

[Lire l'article](#)

Rapport d'information sur le statut de l' élu local

La mission d'information de l'Assemblée nationale consacrée au statut de l'élu local a publié son rapport le 20 décembre 2023 et l'a présenté à la presse le 17 janvier 2024 en prélude au dépôt d'une proposition de loi sur le sujet.

[Lire l'article](#)

Vœux du Président du Conseil constitutionnel pour 2024

Le Président du Conseil constitutionnel souligne dans ses vœux pour l'année 2024, que l'année 2023 a été la deuxième année la plus chargée pour le Conseil constitutionnel depuis sa création par le nombre total des décisions prises : 525. Au cours de cette même année 2023, le Conseil a poursuivi sa double démarche de juridictionnalisation et d'ouverture. Le site d'information QPC 360 ° fonctionne depuis le 1er janvier 2023 et une « Lettre de la QPC » a également vu le jour. Enfin, au titre de la diffusion de la culture constitutionnelle, l'ouverture du site « decouvronsnotreconstitution.fr » s'adresse, sous forme informative et ludique, aux élèves de différents niveaux. Il a insisté sur le rôle du Conseil constitutionnel qui est, quel que soit le texte dont il est saisi, de se prononcer en droit.

[Accéder au document](#)



Juridictions

Communication de documents administratifs : le Conseil d'État explicite la notion de charge disproportionnée par rapport aux moyens techniques de l'administration

Le Conseil d'Etat affirme que le juge administratif doit prendre en compte l'intérêt s'attachant à la communication de documents administratifs pour le demandeur ainsi que le public dans la détermination de la charge excessive que représente le traitement d'une demande de communication de documents administratifs.

[Lire l'article](#)

Mise en Open Data des décisions civiles de 9 tribunaux judiciaires

Après la mise à disposition en Open Data des décisions de la Cour de cassation en 2021, suivie des décisions civiles, sociales et commerciales des cours d'appel en 2022, c'est au tour des décisions civiles de neuf tribunaux judiciaires, ceux de Bobigny, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rennes, Saint-Denis de La Réunion et Versailles d'être mises en données ouvertes sur le moteur de recherche Judilibre du site de la Cour de cassation. Cette mise en Open Data marque une avancée significative dans l'objectif de rendre accessibles au plus grand nombre les décisions des juridictions de l'ordre judiciaire et s'inscrit dans la volonté du législateur d'assurer une publicité et une accessibilité croissantes de ces décisions.

[Accéder au document](#)

Commande publique

Une réglementation nationale ne peut ôter aux pouvoirs adjudicateurs leur pouvoir de décider de l'exclusion d'opérateurs économiques de procédures de passation en raison d'une infraction aux règles de concurrence

La CJUE juge qu'une réglementation nationale qui confie à la seule autorité nationale de la concurrence, le pouvoir de décider de l'exclusion d'opérateurs économiques des procédures de passation de marchés publics, en raison d'une infraction aux règles de concurrence, contrevient aux dispositions de l'article 57 de la directive 2014/24/UE, et porte atteinte au pouvoir d'appréciation dont doit jouir tout pouvoir adjudicateur en vertu desdites dispositions.

[Lire l'article](#)

La CJUE précise les conditions dans lesquelles un marché public peut être modifié en cours d'exécution

La Cour de justice de l'Union européenne précise qu'une modification substantielle peut, outre un accord écrit entre les parties, se déduire d'une volonté commune de procéder à la modification en cause avec d'autres éléments écrits. Par ailleurs, elle juge que les conditions météorologiques ne permettent pas de justifier qu'un marché public puisse être modifié sans nouvelle procédure de passation.

[Lire l'article](#)

La « Loi du pays » de la Polynésie française dispensant les délégations de service public de toute obligation de publicité et de mise en concurrence méconnaît les principes fondamentaux de la commande publique

En dispensant par principe de toute obligation de publicité et de mise en concurrence les délégations de service public conclues par les établissements publics de la Polynésie française avec leurs filiales, sans établir que, par les spécificités de leur statut, seules ces filiales pourraient assurer la gestion déléguée des services publics, la « loi du pays » méconnaît les exigences constitutionnelles de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats.

[Lire l'article](#)

L'absence de preuve de la date de notification du décompte général ne permet pas d'établir le caractère définitif de celui-ci et, par suite, le caractère certain de la créance

Le devoir de conseil incombant au maître d'œuvre à l'égard du maître d'ouvrage implique le signalement de toute non-conformité de l'ouvrage, non seulement aux stipulations contractuelles et aux règles de l'art, mais aussi aux normes qui lui sont applicables afin que le maître d'ouvrage

puisse éventuellement ne pas prononcer la réception et décider des travaux nécessaires à la mise en conformité de l'ouvrage.

[Lire l'article](#)



Finances publiques

L'Inspection générale des finances se penche sur les réductions d'impôt « Malraux » et « Denormandie dans l'ancien »

Impact financier, principaux bénéficiaires et évolutions souhaitables : tour d'horizon des principales conclusions de l'IGF concernant deux dispositifs phares de réduction d'impôt (en faveur des propriétaires bailleurs).

[Lire l'article](#)



Marchés

L'avenir de l'industrie spatiale européenne

Face aux avancées technologiques dans le domaine spatial, la France et l'Union européenne doivent conserver leur place privilégiée au sein d'acteurs investissant toujours plus dans ce secteur. Deux députés ont dressé dans un rapport d'information un état des lieux des forces et faiblesses de l'industrie spatiale pour mieux dessiner les contours de son avenir.

[Lire l'article](#)

Les enseignements des données bancaires sur la performance énergétique des logements

Le diagnostic de performance énergétique (DPE) des logements est devenu un outil important de l'orientation des politiques publiques énergétiques. Or, la prédiction de consommation indiquée par le DPE peut différer de la consommation réelle des ménages. Le CAE, en partenariat avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, a réalisé une étude visant à déterminer l'écart entre consommation énergétique réelle et théorique.

[Lire l'article](#)



Entreprises

Crise du Covid-19 et pénurie d'intrants chinois : quel impact sur les entreprises françaises ?

Dans une étude tout juste publiée, l'Insee analyse les conséquences de la baisse de production chinoise durant le confinement. Au-delà de l'analyse, cette étude formule des recommandations pour faire face, à l'avenir, à toute autre pénurie non anticipée.

[Lire l'article](#)

Rapport d'information de l'Assemblée nationale sur les incidences du déploiement des grands entrepôts logistiques

Le 13 décembre 2023, le rapport de la mission d'information relative à l'impact du déploiement des grands entrepôts logistiques a été examiné par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Les députés ont ainsi retenu 26 propositions dans cinq thématiques.

[Lire l'article](#)

Décret n°2024-6 relatif à l'indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac

Publié au Journal officiel du 5 janvier 2024, le décret n° 2024-6 relatif à l'indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac est destiné à aider les débitants ayant exploité un débit situé dans un département en difficulté, frontalier ou dans une commune de moins de 3500 habitants ayant cessé leur activité sans avoir pu présenter de successeur à l'administration des douanes. Ce décret modifie de façon substantielle la procédure d'attribution de l'indemnité de fin d'activité et institue de nouveaux critères d'éligibilité à l'indemnité tenant compte du lieu d'exploitation du débit et excluant toute appréciation subjective. Il vise à appréhender les cessations d'activité entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2027.

[Accéder au document](#)



Questions sociales

Publication du décret précisant le dispositif d'organisation de la réponse du système de santé en situations sanitaires exceptionnelles (ORSAN)

Le décret n° 2024-8 du 3 janvier 2024 renforce la préparation et la réponse du système de santé dans le cas de situation sanitaire exceptionnelle.

[Lire l'article](#)

Le pouvoir d'achat des familles face au choc d'inflation (rapport du HCFEA)

Depuis 2021, la France connaît à nouveau un contexte inflationniste, situation inédite depuis plus de trois décennies. La première partie du rapport du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge analyse l'effet de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages selon leur configuration familiale. Dans une seconde partie, les mesures exceptionnelles mises en œuvre en

2021 et 2022 pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages sont évaluées en fonction de la configuration familiale.

[Lire l'article](#)

Publication du bilan démographique 2023 de l'INSEE

Au 1er janvier 2024, la France comptait 68,4 millions d'habitants. La population française a augmenté de 0,3 % sur un an, comme en 2022. Ce rythme de croissance était plus élevé par le passé : 0,4 % pour les années 2019 à 2021 et 0,5 % en 2017 et 2018. Entre 2022 et 2023, les naissances ont diminué d'environ 7 %. Les naissances diminuent constamment depuis 2011, à l'exception d'un rebond en 2021. Au total, le nombre de naissances en 2023 est inférieur d'environ 20 % à son niveau de 2010. De son côté, l'indice conjoncturel de fécondité recule à 1,68 enfant par femme en 2023. Le nombre de décès baisse nettement en 2023, mais reste tout de même plus élevé qu'avant la crise sanitaire. En 2023, l'espérance de vie à la naissance s'élève à 85,7 ans pour les femmes et atteint pour la première fois l'âge de 80 ans pour les hommes. Au 1er janvier 2024, en France, 21,5 % des habitants ont 65 ans ou plus.

[Accéder au document](#)



Des pratiques numériques durablement transformées par la crise sanitaire (INSEE Focus)

La crise sanitaire a eu un impact sur les pratiques numériques : augmentation de la communication en ligne, des achats en ligne et de la formation en ligne. L'INSEE analyse l'évolution de ces comportements en fonction des structures socio-économiques et leur persistance ou non après cette crise.

[Lire l'article](#)

Emploi

Pôle emploi devient France Travail

Depuis le 1er janvier 2024, le nouvel opérateur du service public de l'emploi France Travail est venu remplacer Pôle emploi.

[Lire l'article](#)

SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

LA DAJ RECRUTE

**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)